



L'Assemblée nationale a entériné la hausse du coût de nombreux services dès le 1er janvier 2023

Au regard de la loi des finances 2023, de nombreux services sont à la hausse. Les camerounais n'ont qu'à bien se tenir, car 2023 sera plus dur que 2022.

- 1. Dans son programme économique présenté devant la Représentation nationale, le Premier Ministre avait fait un bilan très mitigé de 2022 (l'excuse est toujours la crise Russo-ukrainienne et le COVID-19) et un tableau de déficit de production très préoccupant au niveau local. Par exemple, le Cameroun n'a produit que 2,1 millions de tonnes de maïs. Or, le déficit était de 900000 tonnes en 2022. Et si l'on égrène le tableau des déficits, l'on aura: 1,2 millions de tonnes de déficit pour le riz, 6 millions de tonnes de déficit de manioc, 1,3 millions de tonnes de déficit d'huile végétale, 2,6 millions de tonnes de déficit de blé, etc. Le Premier Ministre a pris le soin d'échapper à l'embarras en présentant les chiffres de la production (offre locale) sans évoquer la demande réelle. En 2022, aucun secteur de la production n'était excédentaire au Cameroun, ce qui était un forte régression par rapport à 2015. On se serait attendu à ce que la conjoncture économique mondiale soit une opportunité pour la production locale. Mais, cela n'a pas été le cas. La loi des finances n'a pas été orientée dans ce sens. Même les 10,3 milliards promis par le Chef de l'État pour la production locale des*

semences de blé ne sont pas manifestes dans loi. Peut-être qu'ils utiliseront le chapitre 94 pour financer, comme tout autre imprévu. Cela illustrerait le déficit de programmation et de planification dans le pilotage de notre politique économique.

- 2. Astuces pour investir au Cameroun en 2023: Si vous voulez investir dans les secteurs de la production ou de la transformation agricole en 2023, alors faites-le essentiellement sous les statuts d'individu, de GIC ou de Coopérative. Si vous créez une entreprise (Ets, SARL ou SA), vous ne bénéficierez pas des cinq ans d'exonération prévus. Cela veut dire que le gouvernement vous encourage (1) à migrer vers l'informel qui représente déjà près de 90% de la structure de production du pays et (2) à rester petits. Cette disposition mal formulée et adoptée avec faute est en déphasage avec les efforts du MINADER à changer la pyramide de la production nationale au Cameroun pour partir des petites exploitations familiales vers les entreprises (même familiales) mais capables de répondre aux exigences du marché. Vous comprenez que ces gens n'ont aucun outil de pilotage des politiques publiques et fonctionnent depuis 40 ans sans plans directeurs.*

L'emprise de lobbies : L'article cinquième qui prévoyait initialement la re-fiscalisation de certains produits importés a disparu dans le texte adopté. Cela veut dire qu'en réalité, ce ne sont pas les députés qui ont amendé le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale le 11 novembre 2022. Ce sont des lobbies qui ont agi et qui ont contraint le gouvernement à retirer son texte pour revenir le 24 novembre 2022 avec une nouvelle version impropre à l'économie nationale. Ces lobbies sont ceux du riz, du poisson et du maïs. Ces lobbies d'importateurs n'ont pas intérêt à ce que le gouvernement leur organise une concurrence au niveau national. Ce faisant, le gouvernement camerounais montre qu'il n'a aucune autonomie gouvernementale et qu'il fait en 2023 aussi le choix de servir des intérêts égoïstes. Quant au peuple dans son entier, il restera toujours laisser-pour-compte.

- 4. La vie sera plus chère : il est déjà prévu l'augmentation des prix de l'essence, du gasoil, du gaz et du pétrole. Je ne parle pas des timbres et autres frais fonciers. Cela signifie que les coûts de production et de transport augmenteront et que les prix de vente augmenteront aussi. Cela veut dire surtout que la production locale est vouée à n'être jamais compétitive et que le gouvernement camerounais a fait le choix, une fois de trop, à soumettre le pays à la dépendance extérieure. S'il y a une autre crise mondiale qui survient, alors nous la subirons de plein fouet.*
- 5. Analyse politique : Tout me semble calculé en vue de la transition politique au Cameroun. Si l'on autonomise le pays, alors elle résistera à l'ingérence internationale. La fragilisation de son tissu économique local semble être une arme politique entre les mains des clans qui préparent la prise de pouvoir. Car, les ventres affamés ne résisteront pas longtemps. Et s'ils venaient à résister, alors on mettra le pays sous*

« embargo » pour les affamer davantage et les contraindre à céder. C'est d'ailleurs ce qui fait la force du système de clientélisme qui recrute aussi facilement dans notre pays de nos jours.

A chacun d'apprêter son viatique ou son butin de guerre !

Ce sera chaud devant !

Louis-Marie KAKDEU

Membre du Shadow cabinet SDF

Économie Finances et Commerce
